



«IL FAUT VITE TRANSFORMER L'AGRICULTURE AFRICAINE»

Par Jacques Faye, sociologue du monde rural

Jacques Faye est sociologue du monde rural et ancien directeur de l'Institut sénégalais de recherche agricole (Isra). Pour lui, face aux problèmes écologiques en cours et à prévoir et à la hausse des prix agricoles sur les marchés mondiaux, il est nécessaire de transformer et de moderniser l'agriculture africaine par ce qu'il appelle, une «révolution verte». Laquelle révolution serait techniquement possible, mais pas encore soutenue par une vraie volonté politique.

Les évolutions nécessaires de l'agriculture africaine

La nécessité d'une révolution verte africaine ne se discute pas. Je crois qu'il est clair pour tout le monde, qu'il nous faut transformer complètement cette agriculture. Mais il faut voir les conditions. Il y a d'abord les conditions techniques, et là, il y a consensus. On sait qu'il faut des infrastructures, des routes, des aménagements hydro-agricoles, de l'eau, de l'énergie, le téléphone, il faut des services publics aussi.

Divergences sur les conditions de la «révolution verte africaine»

Il y a des désaccords importants sur les conditions sociopolitiques, notamment au sujet du soutien, de la protection des produits vivriers africains par rapport aux produits importés. Mettre des protections fortes, c'est faire payer plus cher la nourriture aux populations urbaines, et de plus en plus, aux populations rurales aussi, puisque ces populations vivent des produits bas de gamme, très bon marché, importés, alors que

le pouvoir d'achat n'augmente pas de manière significative. Alors, forcément, ça pose problème. Il y a aussi des lobbies de l'importation alimentaire, extrêmement puissants, qui ont beaucoup d'influence sur le pouvoir politique. Donc, il est extrêmement difficile de trouver un consensus sur la nécessité d'une protection forte. On ne pourra pas s'en sortir uniquement avec des politiques protectionnistes. Il faut autre chose. Autre chose, c'est des formes de soutien à la production agricole : subvention sur les intrants, rémunération des activités de protection des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques, etc. Il faut donc combiner subventions et soutiens. Il y a des choix sur quelles formes d'agriculture on favorise : agriculture familiale, entrepreneuriat agricole, ou agrobusiness. Suivant les priorités qu'on donne à telle ou telle forme d'agriculture, l'impact sur la pauvreté, sur la création d'emplois n'est pas le même. Donc, il y a des choix des politiques qu'il faut faire. Si on veut lutter contre la pauvreté, il est clair qu'il faut donner la priorité à l'agriculture familiale. Si on veut

favoriser les exportations, peut-être que l'agrobusiness, ou l'entrepreneuriat agricole sont plus indiqués, surtout parce qu'ils sont capables de répondre aux normes sanitaires de l'exportation.

Mais il y a aussi le fait de développer les activités non agricoles. Moderniser, transformer l'agriculture africaine, c'est dégager des surplus de main-d'œuvre agricole de plus en plus importants. Donc, il faut trouver des emplois pour les gens qui sortent de l'agriculture. Et ces emplois, on ne peut les créer massivement qu'autour de l'agriculture, c'est-à-dire en développant les activités de transformation des matières premières agricoles et des activités de services à l'agriculture, et les activités de préservation des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques. Mais c'est une question essentielle. Si on ne fait rien pour ceux qui sortent, ils vont rester dans l'agriculture et continuer à détériorer les ressources naturelles. Donc l'agriculture, ce n'est pas ou on nourrit la population, ou on développe le monde agricole ; il faut lier étroitement les deux. Et c'est justement dans cette articulation et dans la progression simultanée qu'on pourra résoudre les problèmes.

Le comportement alimentaire au quotidien change

De plus en plus, on constate que dans les classes aisées, urbaines, sénégalaises, les gens consomment de plus en plus de légumes. Leur modèle alimentaire change. Dans les familles aisées sénégalaises, on mange du riz à midi, et on mange autre chose le soir, de la viande, du poisson, avec des légumes. Donc, c'est possible. (Il répète) Mais ça ne sera pas facile. Car le riz a tellement de qualités, et c'est facile à préparer. Et pour les femmes, leur émancipation dépend très fortement de leurs possibilités de dégager du temps de libre. Tout

produit alimentaire qui leur prend beaucoup de temps de préparation est une contrainte énorme. D'où l'intérêt que les femmes ont pour le riz : le riz, on le prend et on le fait cuire, le mil il faut le piler, etc. D'où l'importance du développement de la transformation artisanale et industrielle des matières premières agricoles, pour que les consommateurs aient des produits prêts à préparer, prêts à consommer. S'il n'y a pas ces changements, bien sûr que les gens vont continuer à consommer des produits importés, qui sont prêts à préparer.

Pour cela, il faut plus qu'une volonté politique. Il faut que les gens qui ont intérêt à ce changement, s'allient et se battent. Ils sont nombreux. Les paysans ont intérêt à ça, il y va de leur vie. Les classes moyennes urbaines pauvres ont intérêt à ça, parce que les prix alimentaires sur le marché mondial vont s'équilibrer à un tel niveau que leur pouvoir d'achat ne leur permettra pas d'accéder à ces produits. Il ne faut pas que les gens se fassent des illusions. Les ajustements se feront à un niveau de prix très élevé. Et donc, hors de portée de ces gens-là. De plus, si les importations de riz des Chinois continuent à augmenter, dans 20 ans, la Chine va prendre toute l'offre de riz sur le marché international. Il n'y aura plus de riz pour les Sénégalais sur le marché international, on n'en trouvera plus ! Donc, autant le produire.

Sur un an, le prix du lait a pratiquement doublé, le prix du blé a pratiquement doublé, le prix des huiles a augmenté de plus de 60%. Est-ce que les populations sénégalaises, avec leur pouvoir d'achat pratiquement stagnant et qui même, dans certains cas, diminue, peuvent acheter ces produits, surtout qu'il faut se les offrir en même temps que l'énergie qui, aussi, est de plus en plus chère ? On ne va pas s'en sortir. Il faudra bien qu'on produise ce qu'on a, parce qu'on ne pourra pas l'acheter sur le marché mondial.

Le Sénégal a les techniques pour accéder à l'autosuffisance alimentaire

Je dis toujours que pour les 20 ans qui viennent, les technologies nécessaires à la révolution verte sont disponibles au Sénégal. Et au niveau mondial, il est possible de les adapter. Donc, ce n'est pas un problème technique. Sauf peut-être, à long terme, en termes d'adaptation aux changements climatiques, oui, il y a un certain nombre de technologies, de méthodes qu'il faut mettre

au point. Il faut changer le matériel végétal, il faut changer le matériel animal, etc. Mais on sait faire. Sur le plan scientifique comme sur le plan technique, on sait faire ! Il n'y a pas de blocage. Mais la question est, les conditions socioéconomiques sont-elles réunies pour que les gens adoptent ces techniques, et les mettent en œuvre ?

Article paru dans Le Quotidien
Mercredi 30 janvier 2008